

Au-delà des aspects économiques, l'Europe modèle de civilisation et citoyenne du monde ? Seulement, si elle conserve ses valeurs d'ouverture et de solidarité et pour cela elle doit avancer sur son intégration¹ !

Viviane de Beaufort

Parce que nous croyons que le travail collectif crée de la valeur. Parce que nous sommes tous, persuadés, au-delà de divergences et de débats d'opinion, surgis tout au long de l'élaboration de ce travail, que la compréhension du projet d'Europe, de ses règles et de sa logique présente est le premier pas vers la construction d'un futur européen préfigurant une gouvernance mondiale, nous avons souhaité toutes deux, une junior- une senior, prendre la parole de manière symbolique pour partager nos convictions.

Union européenne, le sens de l'histoire ?

L'Union européenne, construction évoluant au fil des Traités interagit avec ses Etats membres, au travers d'institutions au pouvoir de plus en plus important. Elle est au-delà de la construction d'un Marché, même de manière hésitante et parfois chaotique, un projet politique. La formation des normes et des politiques se fait de plus en plus à échelle de « Bruxelles ». Cependant, l'UE n'est pas un Etat fédéral et les Etats Membres demeurent au centre du processus décisionnel. Or, un enjeu désormais crucial est la capacité de l'UE à adopter des politiques communes pour sauvegarder son poids géopolitique et économique face à la globalisation, mais aussi à porter des valeurs humanistes et conserver un sens pour ses citoyens.

Europe, citoyenne du monde

Décriée ou adulée (de plus en plus rarement), l'Europe comme projet fait l'objet de nombreux fantasmes : certains la voient courir à sa perte, d'autres lui prédisent un brillant avenir...La construction européenne est un projet unique: elle a établi une union d'Etats, la plus aboutie de l'Histoire. Bousculée, tirillée de l'extérieur et de l'intérieur, quel avenir imaginer pour l'Europe, et, de façon plus ambitieuse, l'ordre mondial des Etats ? Rêver à la naissance d'une démocratie mondiale et, avec elle d'une nouvelle citoyenneté fondée sur des valeurs communes et non des fondements raciaux ou religieux, comme l'Europe en a dessiné les prémices est idéaliste ? Non, cette évolution est vitale ! Un exemple ? Les Etats émergents ne pourront pas consommer autant de ressources que les Etats-Unis et l'Europe durant les dernières générations, faute de ressources naturelles. Un second la surpopulation à échelle du monde ne peut plus être régulée à échelle des Etats, ériger des barbelés et des murs n'est pas une solution.

Il est donc crucial de valoriser une meilleure compréhension de la construction de l'Union Européenne et de ses rouages, car notre système, s'il relève ses défis internes, pourrait être le modèle d'une collaboration entre Etats du monde demain. Entre autres défis, nous en avons choisi 3 qui nous semblent à la fois urgents et cruciaux et ont comme point commun de tester la capacité de l'Union européenne à apporter une réponse donc à donner du sens au citoyen.

¹Cet Avant-propos est extrait du poly ouvrage « Quelques clés du Droit et des politiques européennes 2015, réalisé en co-construction entre la professeure Viviane de Beaufort et des étudiants de l'ESSEC dont tout particulièrement Sophie de ST Didier et Camille Toumelin

Nos 3 défis majeurs

1/ GREXIT, menace pour la Grèce, la zone Euro ou l'Union européenne ?

Les Cassandres ne cessent de répéter que la sortie grecque de l'Europe est tôt ou tard inévitable. La Grèce a certes, à ce jour, remboursé la BCE, mais ses autres créanciers ne cachent pas leurs inquiétudes. Les plans de sauvetage et les politiques de relance vs. d'austérité porteront-ils leurs fruits ? Mais si économistes, politiques et autres spécialistes du sujet ont épuisé la question des conséquences financières d'un éventuel Grexit, que signifierait cette situation d'un point de vue ethnologique et historique ? Il semble nécessaire de replacer notre actualité au sein de l'Histoire.

Nous n'avons que trop tendance à oublier que la Grèce fût un temps le berceau de l'Europe et a ainsi façonné sa culture, de la philosophie à la médecine en passant par les mathématiques. On entend que le maintien de la Grèce dans l'Union européenne menacerait les économies de ses voisins, mais aussi leurs régimes politiques mis à mal par une colère populaire se propageant depuis Athènes. Mais les voix font silence lorsqu'il s'agit de rappeler que nos systèmes politiques sont régis par un concept grec celui de démocratie. Bien ingrat est celui qui renie sa mère nourricière sous prétexte qu'elle ne lui fournit plus rien, voire menace de lui coûter. Est-il concevable de ne pas subvenir aux besoins de nos parents, éjecter une Grèce en difficulté de l'Europe c'est exactement cela, même si le parallèle semble osé.

Le problème n'est en réalité pas la Grèce puisque chaque pays européen, indépendamment chercherait, si la situation périclité, à assurer sa survie, éventuellement au détriment de ses voisins. Pousser à l'austérité l'ensemble des pays « trop dépensiers » est-ce la solution ? D'autant que chacun prend ces principes pour les autres : si les Allemands jettent un regard amer sur les autres pays dont la France, les Français jugent les Italiens trop peu regardants sur leur économie, les Italiens eux-mêmes se rient des Portugais, et de fil en aiguille, tout le monde montre du doigt la Grèce.

Une question se profile alors. Pourquoi et comment les peuples européens ont renoué avec cet individualisme exacerbé que l'on pensait dissipé, au sortir de la Seconde Guerre mondiale ? Une crise économique suffit-elle à transformer les mentalités ou n'est-elle qu'un prétexte pour déresponsabiliser les foules ? Il est incontestable que la récession et la pauvreté ont plus que contribué au renfermement des individus sur eux-mêmes. Cette réaction humaine est difficile à blâmer. Mais cette explication hélas acceptable à échelle d'un individu ne l'est pas au niveau macroéconomique : un Etat ne fonctionne pas comme un ménage. Il peut d'ailleurs, le cas échéant, emprunter sur des durées infinies.

Alors d'où vient cette caricature du peuple grec ? A notre sens, les sources en sont d'ordre psychologique. La non-considération de la réalité grecque en tant que réalité européenne répond parfaitement à la définition que Freud a donné de la névrose en temps que désaveu ou déni. En psychiatrie, le rejet absolu d'une situation pensée comme étant extérieure à soi est signe de pathologie, pathologie qui peut gagner un peuple. Ce n'est pas en considérant que cette situation n'est pas nôtre, ni en punissant un peuple grec infantilisé que nous marchons dans la bonne direction².

Le remboursement par la Grèce de ses dettes semble plus que compromis. Le Grexit a été évité avec le lancement du troisième plan d'aide, en août 2015, mais les discussions raprtent de plus belle et à terme, nous devons nous mettre autour d'une table et abandonner certaines

² Inspiré des propos de Lionel Stoleru dans les Echos ("[L'Europe appartient à la Grèce](#)", 4 août 2015).

créances pour redonner de l'autonomie à la Grèce et à son peuple et leur donner la chance de se reconstruire sur des bases saines en maintenant un budget équilibré.

2/ Le plan de la Commission Juncker pour relancer l'Europe ?

Le 13 janvier 2015, la Commission européenne dépose une proposition de règlement auprès du Conseil des ministres et du Parlement européen concernant la création d'un Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS), fonds de garantie pour ses investissements. Cette proposition découle d'un plan stratégique plus global de la Commission Juncker visant à faire appel et orienter les investissements privés sur les priorités de l'Union Européenne. Le plan Juncker s'axe de fait sur trois dimensions interconnectées : les financements, les projets et la construction d'environnements propices à l'investissement. Ce plan s'appuie sur une enveloppe de 315 milliards d'euros d'investissements additionnels sur trois ans, en plus des traditionnelles participations de la Banque européenne d'investissements (BEI), de l'Union Européenne et des Etats membres. Ces sources de financements doivent asseoir la soutenabilité de projets d'intérêt européens, comme outils de politique de relance de la croissance et de l'emploi en Europe en servant de catalyseur aux investissements privés. En décembre 2014, chaque Etats membre a transmis à la Commission Juncker des projets publics ou privés pour un total de 1300 milliards d'euros. Ces projets sont sélectionnés pour la mise en œuvre de quelques uns.

La Commission Juncker souhaite en parallèle (notion d'attractivité réglementaire) œuvrer à une plus grande prévisibilité et perennité de la réglementation européenne (en droit interne des Etats comme à l'échelle de l'Union Européenne), d'une plus grande harmonisation interétatique des réglementations et d'un abaissement des obstacles réglementaires à l'investissement qui perdurent.

La Commission Juncker a affiché une mission d'impulsion plus marquée et un rôle plus politique que précédemment ; cependant il faut compter avec les Etats-Membres (voir ci-après plan Juncker au Chapitre Budget)

3/ La politique d'asile de l'Europe mise à mal depuis l'été 2015

Les évènements qui ont marqué l'été 2015 font froid dans le dos quasi un an a passé et l'émotion semble passer, comme si les européens étaient dans le déni !

Ces images qui nous ont bouleversé, le nombre de migrants portés disparus ou retrouvés sans vie qui ne cesse de grimper. L'indignation est-elle un moteur suffisant pour lancer de nouvelles politiques d'accueil qui tardent depuis tant d'années et des politiques communes efficaces tout de suite mais surtout viables sur le long terme ?

Depuis le début de l'année, tant de personnes ont traversé la Méditerranée, fuyant la guerre et dans l'espoir de trouver asile dans les pays européens, notamment en Allemagne qui gère plus de 800 000 demandes d'asile. Entre les conditions terribles des traversées et la cupidité des passeurs mal intentionnés, le bilan humain est lourd. C'est un exode et cette vague migratoire, la plus importante depuis la Seconde guerre mondiale met à mal une Europe déjà affaiblie par la crise économique et les disparités régionales. Le moment semble vraiment mal choisi pour que les pays du « vieux continent » fassent front pour régler la situation et accueillir ces populations vulnérables. A moins que, à moins que cette énième crise après celle des banques, puis de l'économie (Grexit), puis des affrontements politiques (Ukraine, etc), parce qu'elle touche à l'humain nous donne enfin le ressort pour agir ensemble

Où en est-on concrètement ?

La prise de conscience des peuples européens s'est largement fait sentir ces derniers temps, exacerbées par les événements chocs relatés dans les médias. D'abord réticents à l'égard de ses migrants, les politiques européens multiplient les mesures d'urgence pour accueillir ces populations déplacées, notamment parce que les peuples d'Europe ont protesté. Le sort de ces personnes n'est pas sans rappeler l'exode des juifs au sortir de la guerre mondiale, le cas spécifique des Syriens chrétiens et musulmans fuyant leur pays en feu depuis maintenant quatre ans sans que personne n'ait réellement bougé, au-delà de quelques protestations et missions sur le terrain pour étudier la situation.

Les pays européens tentent à présent de se répartir la lourde charge de l'accueil des migrants. L'ONU a appelé à l'instauration de quotas par pays, lié aux capacités d'accueil respectives. L'Allemagne a déjà débloqué plus de 6 milliards d'euros en 2016 pour permettre à ses municipalités d'offrir des conditions décentes de vie aux populations arrivantes et de nombreux politiques français suivent le mouvement. La Commission Européenne a proposé une répartition : l'Allemagne serait ainsi appelée à accueillir 31 443 personnes, la France 24 031, l'Espagne 14 931, etc. Le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark sont en négociation avec Bruxelles. L'Italie, la Hongrie et la Grèce ont saturé leurs capacités d'accueil et il y a parfois des réactions de rejet violentes (Hongrie).

L'émotion, moteur d'action dans l'urgence, soit ! Mais comment trouver à présent des réponses juridiques communes aux demandeurs d'asile ? Sont-ils des réfugiés politiques, des migrants économiques ? Actuellement, selon la règle de l'UE prévoit que seul le pays par lequel sont entrés les migrants est tenu d'examiner la demande d'asile. L'Allemagne a accepté de déroger à cette règle, mais un problème de statut va vite émerger pour ces populations déracinées. Des discussions sont en cours pour élaborer des mesures de long-terme. Réflexion mise à mal par une grande disparité des consciences européenne. Si certains dirigeants, d'Angela Merkel à David Cameron, ont appelé à une vaste politique d'accueil, la Hongrie directement touchée étant donné sa position géographique est réfractaire : Viktor Orban, réélu en 2014, prône une fermeture non négociable des frontières et une clôture de barbelés de 175 km a déjà été érigée entre le pays et la Serbie. La politique anti-migrants est assumée, « leur origine menacerait en effet l'identité chrétienne du continent ». En Grèce, les déboires économiques vécus par la population amoindrissent le sentiment de solidarité. Ce sont bien les valeurs même de l'Europe, valeurs d'accueil et de respect de la vie humaine qui après la menace Grexit sont brutalement interpellées.

Si l'Union européenne ne trouve pas de réponse humanitaire mais également diplomatique et militaire, a-t-elle encore la moindre raison d'exister ?